



EXTRÊME DROITE

Le RN annonce rompre avec son allié allemand de l'AfD

Après des semaines de relations tumultueuses, le Rassemblement national assure ne plus vouloir siéger avec son allié allemand au Parlement européen. Une rupture qui fait suite aux propos de la tête de liste allemande sur les SS qui ne seraient « pas automatiquement des criminels ».

Younni Kezzouf - 21 mai 2024 à 18h44

Après des semaines de relations tendues, de déjeuners de réconciliation et de déclarations acerbes, le Rassemblement national (RN) a rompu les liens avec son allié allemand Alternative für Deutschland (« Alternative pour l'Allemagne » – AfD). Alexandre Loubet, directeur de campagne de Jordan Bardella, l'a annoncé à Libération ce mardi 21 mai : « *Nous ne siégerons plus avec eux lors du prochain mandat.* »

Les déclarations de Maximilian Krah, tête de liste de l'AfD pour les élections européennes, au journal italien La Repubblica ce week-end ont achevé de dégrader des relations complexes entre les deux partis, qui siégeaient ensemble au sein du groupe Identité et démocratie (ID) au sein du Parlement européen. Dans cet entretien publié le samedi 18 mai, Maximilian Krah a notamment affirmé qu'il « *ne dirai[t] jamais que quiconque portait un uniforme SS était automatiquement un criminel* ». « *Parmi les 900 000 SS, il y avait aussi beaucoup de paysans, a-t-il poursuivi. Il y avait certainement un pourcentage élevé de criminels, mais tous ne l'étaient pas.* »

Questionné, dans le même entretien, sur les relations tumultueuses que le parti entretient avec son allié français, l'eurodéputé russophile s'est contenté d'une réponse lapidaire : « *Je n'ai aucune relation avec Marine Le Pen.* » Avant d'insister sur l'importance de sa délégation au

sein du groupe ID au Parlement européen : « *Si nous sommes exclus du groupe ID, je doute qu'ils aient les sept nationalités nécessaires pour faire un groupe.* »

Depuis le mois de janvier, les relations entre l'AfD et le RN ont connu une rapide dégradation, alors qu'en décembre Jordan Bardella expliquait encore devant la presse être « *certain* » de siéger avec l'AfD après les élections européennes.

La révélation par le média Correctiv de la participation de plusieurs cadres du parti à une réunion d'extrémistes à Potsdam pour planifier la « remigration » de millions de citoyen·nes avait provoqué la colère de Marine Le Pen, qui avait mis en garde lors de ses vœux : « *Nous avons une opposition flagrante avec l'AfD et nous serons amenés à discuter ensemble de ces divergences, et voir si elles ont des conséquences sur la capacité que nous avons à nous allier dans un même groupe.* »

Marine Le Pen avait demandé une « clarification » à l'état-major du groupe AfD, et la coprésidente du parti allemand s'était rendue à Paris pour déjeuner avec Jordan Bardella et la présidente du groupe RN à l'Assemblée, sans totalement convaincre ses interlocuteurs. Depuis quelques semaines, le parti et plusieurs de ses cadres ont été visés par plusieurs procédures judiciaires. Une enquête préliminaire est ouverte au parquet de Dresde pour des soupçons de financement russe de l'eurodéputé Maximilian Krah, dont l'assistant parlementaire a aussi été arrêté pour des soupçons d'espionnage au profit de la Chine cette fois.

Le numéro 2 de la liste, Petr Bystron, est lui suspecté d'avoir touché de l'argent du site Voice of Europe pour diffuser des contenus prorusses. Lundi 13 mai, la justice allemande a également confirmé le classement de l'AfD par les services de renseignement du pays comme « *groupe suspect d'extrémisme de droite* », ce qui permet une surveillance accrue du parti.

Un allié devenu boulet

Attaché à son entreprise de normalisation, le RN tente depuis plusieurs semaines de mettre à distance cet allié qui porte des positions de plus en plus radicale. Mais, jusqu'à présent, les cadres du parti étaient toujours restés prudents à propos d'une éventuelle rupture avec ce poids lourd du groupe ID. En marge de son meeting du 1^{er} mai à Perpignan, Jordan Bardella s'était contenté de déclarer qu'« *en fonction des équilibres après les élections, les groupes peuvent évoluer* ».

Questionné par Mediapart avant les dernières déclarations de Maximilian Krah, Thibaut François, député RN chargé des alliances européennes pour le parti, se montrait lui aussi évasif. « *On est connus au RN pour être assez fidèles à nos alliés* », assurait-il, tout en concédant que « *l'AfD est un tout jeune allié* ». « *On apprend toujours à se connaître, ce ne sont pas des alliés de longue date. On est très attentifs à l'ensemble de nos partenaires et potentiellement à un nouveau partenaire qui pourrait avoir des doutes sur la participation de l'AfD à une coalition ou un grand groupe.* »

Il y a quatre mois, Marine Le Pen appelait déjà de ses vœux une recomposition des groupes d'extrême droite au

Parlement européen, privilégiant une alliance « *avec les Italiens et le Fidesz du premier ministre hongrois Viktor Orbán* ». Ce week-end, elle s'est justement rendue au lancement de la campagne européenne du parti espagnol Vox, qui n'est pas membre de son groupe au Parlement européen mais allié avec les conservateurs radicaux (ECR), l'autre groupe d'extrême droite. Les chef-fes de file des partis avec lesquels elle souhaiterait s'allier, Giorgia Meloni et Viktor Orbán, n'étaient pas présent-es et se sont contenté-es d'un message vidéo.

Quelques heures après l'annonce d'Alexandre Loubet, un autre allié européens du RN, la Lega de Matteo Salvini, a, d'après les médias italiens, annoncé que « *comme toujours, Matteo Salvini et Marine Le Pen sont parfaitement alignés et en accord* ».

Yumni Kezzouf

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.